

Les cadres politiques et le substrat social

I. A la recherche des cultures populaires

Culture des élites ou genre de vie? Pourquoi s'accrocher à ce mythe qui fait de la culture une sorte de luxe réservé aux classes dirigeantes ? Serait-ce le superflu un peu flou qui est du ressort des affaires culturelles ou des attachés culturels dans les ambassades ? Seraient-ce les activités à la fois panachées et banales qu'abritent les Maisons de la Culture dans les villes de province ? De cette culture-là, tronquée, étriquée parce que fonctionnarisée, s'essouffant à singer la dernière des modes parisiennes, injectée, à coups de subsides et de publicité, l'historien n'a pas grand-chose à dire, sinon qu'elle est l'héritière des salons des précieuses et des cafés de la Belle Epoque. Elle garde la marque indélébile de ses origines élitistes : futiles passe-temps de dilettantes, poignantes tentatives d'échapper au commun en cultivant l'art de se distinguer.

Depuis plus d'un demi-siècle, dans les pays de langues allemande et anglaise, s'est généralisée une autre notion, qui fait de la culture l'ensemble des techniques et des institutions, des croyances et des connaissances qui permettent à un groupe de subsister tout en s'adaptant à son environnement. Définition ambitieuse sans doute, mais qui a le mérite de mettre l'accent sur les liens qui unissent travail producteur de richesses et habitudes de consommation; échelle des valeurs reçues par toute une société et performances individuelles; religion, éthique, droit et mœurs quotidiennes; sciences, bagage scolaire et savoir-faire ancestral.

Culture savante ou culture prolétarienne? Pourquoi ne pas dépasser du même coup la vieille opposition culture savante / culture prolétarienne ? Il est vrai que les "Apollons de Collège", les poètes de Cour, les artistes en vogue et leurs mécènes ont trop longtemps accaparé l'attention. Comme si les minorités, les hérétiques, les pauvres, les hors-la-loi n'avaient pas, eux aussi, leurs valeurs, leur langage, leur vie organisée en marge et, par conséquent, leur (contre-) culture! Pourtant, il serait simpliste de s'hypnotiser sur les seules différences entre les deux pôles d'une même réalité. Il y a autant de nuances culturelles que de groupes dans la société. La culture des

détenteurs du pouvoir ne peut donc être celle des exploités. Dans l'espace intermédiaire, il faut faire place à la culture des fabricants enrichis, à celle des artisans citadins, à celle des paysans aisés, bref à tous ceux qui sont à la fois dominants et dominés. Il faut surtout admettre un continuel va-et-vient d'échanges, de contaminations et d'imitations qui témoigne du brassage affectant les sociétés occidentales.

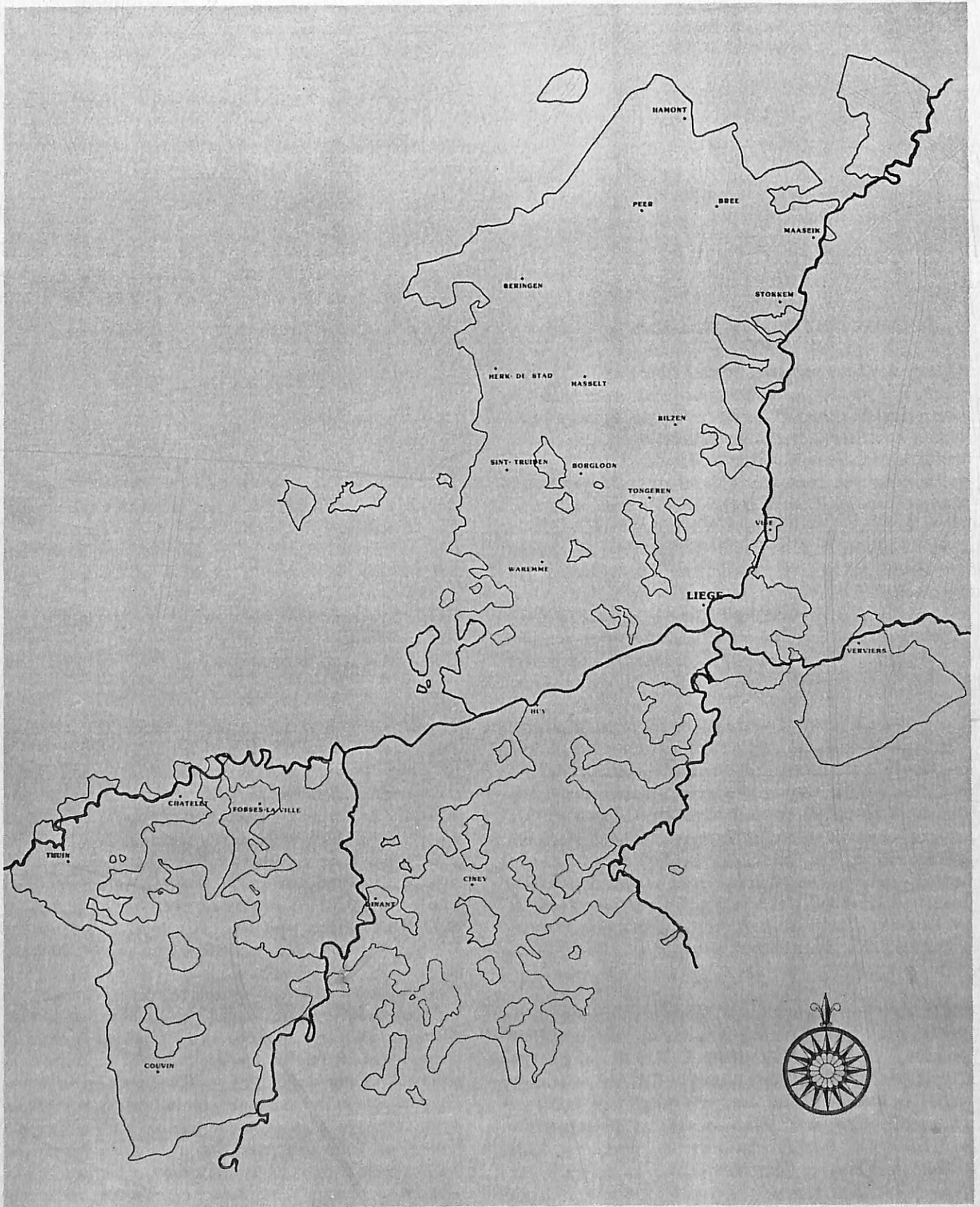
Refuser de réduire la culture aux loisirs de l'élite, accepter la complexité et la mobilité des groupes sociaux, c'est aborder la culture comme un ensemble intimement mêlé aux manières de vivre en commun, de produire et surtout de consommer le nécessaire et le superflu. Culturel, social, économique vont de pair et ne s'expliquent que l'un par l'autre.

Qu'en est-il dans la principauté de Liège au XVIII^e siècle?

La survivance d'un pays sans frontière. Un coup d'œil sur la carte montre que la principauté de Liège étirée le long de la Sambre, de la Meuse et de la Vesdre, criblée d'enclaves, n'avait rien de commun avec l'actuelle province de Liège. Elle s'étend sur environ 5700 km², et compte environ 650 villages. Parmi les 23 Bonnes Villes, seule Liège, avec ses interminables faubourgs ouvriers, dépasse les 50.000 habitants. Verviers en a sans doute plus de 10.000; Huy et Hasselt en comptent à peine la moitié. Les autres sont des bourgades : Visé, Dinant, Ciney, Waremme n'atteignent même pas 3.000 habitants.

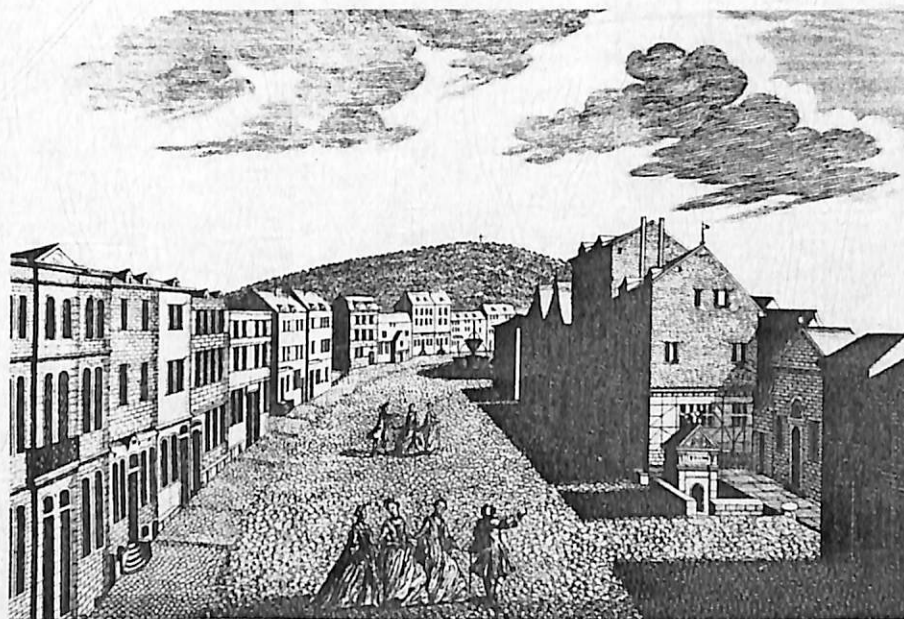
La principauté est un des quelque trois cent soixante états qui composent le Saint Empire Romain de la Nation Germanique. La souveraineté impériale n'affecte guère la vie quotidienne des sujets du prince-évêque. Au point de vue de la culture populaire, il en va tout autrement au niveau communal. Qu'il s'agisse des communautés villageoises structurées par leurs cours de justice, leurs contraintes collectives, leurs assemblées ou qu'il s'agisse des Bonnes Villes - avec leurs collèges électoraux et leurs embryons de services publics - c'est dans ce cadre que se fait le long apprentissage de la gestion du patrimoine commun, la confrontation des intérêts, l'école pratique de la démocratie. Une école bien prosaïque certes, sans discours

*La vie culturelle dans nos provinces au XVIII^e siècle,
Bruxelles, Crédit Communal, 1983*



La principauté de Liège au XVIII^e siècle, d'après J. RUWET, La principauté de Liège en 1789. Carte de géographie historique, Bruxelles, 1958. (Photo José Mascart, Liège)

Vue de Spa et de la fontaine du Pouhon, au XVIII^e siècle. (Photo José Mascart, Liège)



Vue de la Place de Spa et de la Fontaine minérale du Pouhon.

ni envolée et souvent paralysée par les brigues, les chicanes, les scandales et l'inaptitude à innover. Jusqu'à présent rien que de très normal, du moins selon les mœurs politiques de l'Occident. Mais alors que grands et petits royaumes progressent dans la voie de la centralisation et de l'absolutisme monarchique, à Liège au contraire, entre un empereur lointain et des magistrats communaux immergés dans les réalités locales, les princes règnent mais ne gouvernent pas¹. Le voudraient-ils même qu'ils n'en auraient ni le temps - ils sont élus parmi les chanoines de Saint-Lambert qui ont tendance à choisir des confrères d'âge mûr - ni les moyens. Le Chapitre cathédral, co-souverain du pays, impose à chaque nouveau prince une "capitulation" qui assure aux chanoines les postes de commande, notamment au Conseil Privé. Le prince est plus bridé encore par ses Etats : les trois Ordres privilégiés - chanoines de Saint-Lambert, nobles, Bonnes Villes - ne se contentent pas de marchander le vote des impôts et des emprunts; ils contrôlent l'usage qui est fait des deniers publics.

Passons sur les dépenses des diplomates en poste à l'étranger et des places-fortes d'ailleurs indéfendables, pour ne retenir ici que les chaussées : on devine le changement non seulement économique mais aussi culturel que provoquent dans des campagnes reculées, des chemins sûrs et praticables en toute saison.

L'étonnant c'est qu'avec des institutions aussi vétustes, la principauté ait survécu. Depuis la Contre-Réforme, elle reste un bastion de l'orthodoxie romaine, et cela en dépit des calvinistes appuyés *manu militari* par les Provinces-Unies qui, solidement installées à Namur et à Maastricht, dominant la vallée de la Meuse moyenne. De même, la France et les Pays-Bas espagnols puis autrichiens, sans jamais renoncer à leurs visées annexionnistes, se résignent à respecter la neutralité liégeoise.

En somme, du point de vue de l'évêque, l'essentiel est sauf : maintien du territoire, de l'autonomie administrative et judiciaire, de la prépondérance du haut clergé. Pour le commun des Liégeois, les avantages sont d'un autre ordre : peu d'impôts, pas de service militaire, des fonctionnaires trop indolents, trop peu éclairés pour être vraiment tracassiers. Bref, des libertés garanties par le droit et une autonomie de fait lui assurent un bonheur sans panache, un peu égoïste, fort négatif mais combien savoureux : celui de n'être pas gouverné. La vraie vie culturelle est ailleurs; elle n'est pas du ressort de l'Etat.

La production des biens matériels non plus. Alimentées par une fiscalité inique, saignées par de vieilles dettes, les finances publiques sont incapables d'assumer un investissement de quelque envergure. En face du protectionnisme cohérent pratiqué à Bruxelles, le gouvernement liégeois se trouve en fâcheuse posture pour éviter l'asphyxie de quelques secteurs clefs. Le charbon et les clous manquent de débouchés; les armuriers, les tanneurs et, en général, les plus qualifiés des ouvriers et des "artistes" sont sollicités d'aller à l'étranger. Dans l'ensemble, l'économie liégeoise des années 1670-1820 est moins créative que celle des siècles antérieurs, moins dynamique que durant la période d'intense industrialisation.

Deux brillantes exceptions pourtant. Verviers et sa région où l'on travaille des laines venues d'Espagne et dont les draps se vendent dans toute l'Europe centrale et jusqu'aux Echelles du Levant. Spa, "café de l'Europe" qui annonce l'avènement d'une civilisation des loisirs et édifie sa prospérité sur l'exploitation des touristes. Il est significatif que, dans un cas comme dans l'autre, la richesse provienne des échanges avec l'extérieur. Un des

¹ Il y aurait lieu de réexaminer le parti qu'ils ont effectivement tiré du Règlement de 1684, traditionnellement dénoncé comme un instrument du despotisme.

meilleurs atouts des entreprises liégeoises est de se trouver dans l'hinterland d'Amsterdam qui reste, avec Londres, un des plus puissants pôles de croissance du négoce mondial.

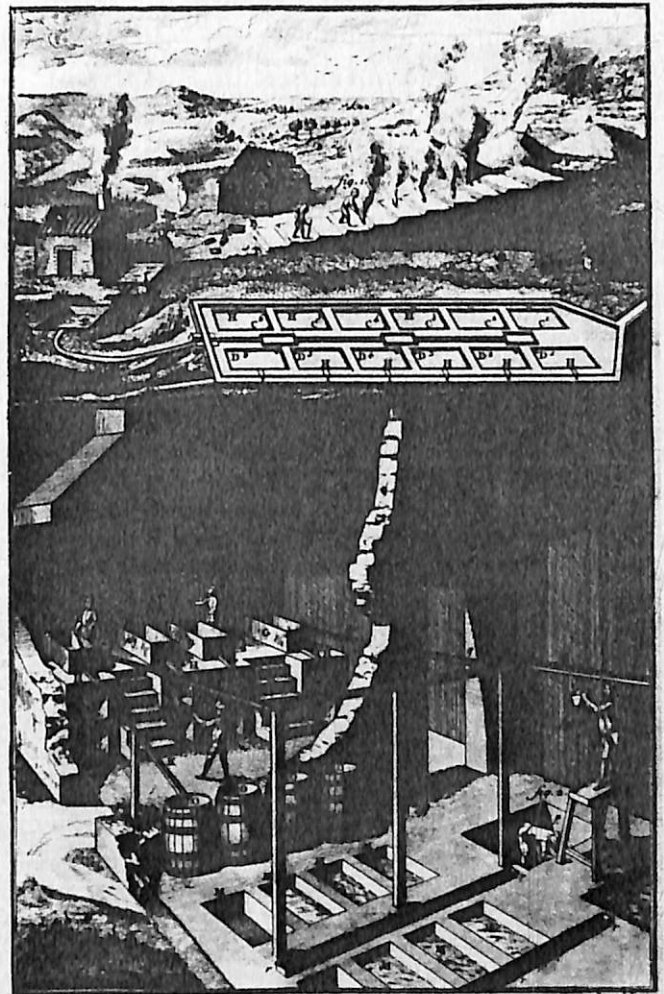
Un autre atout de notre économie est la diversité de ses activités : à la sidérurgie de l'Entre-Sambre-et-Meuse et du bassin liégeois, au textile verviétois (déjà cités ci-dessus) il faudrait ajouter cette véritable ruche industrielle qu'est la vallée du Hoyoux, des dizaines de petites houillères, des carrières, des verreries, des brasseries, des tanneries, des imprimeries... En temps de crise, il est rare que tous les secteurs soient frappés du même coup; en temps normal, des manufactures très dispersées et souvent spécialisées constituent une précieuse garantie d'emploi pour les plus qualifiés des ouvriers.

En dépit de ses faiblesses et de son archaïsme, la principauté bénéficie d'influences complexes et, grâce à elles, échappe à l'étrouffement de ses frontières. Son économie est entraînée dans le sillage de la prospérité hollandaise. Son catholicisme l'oriente non seulement vers la Rome des papes mais vers l'Italie des maîtres du Baroque. L'usage du français, les progrès de l'alphabétisation l'ouvrent à toutes les formes du savoir livresque, depuis les modestes brochures de la Bibliothèque Bleue jusqu'aux gros volumes de l'Encyclopédie.

Les impératifs de la survie individuelle. En matière de culture, essayons d'abord de faire la part des connaissances et des ignorances et avouons que celles-ci sont plus étendues que celles-là. Presque tout reste à élucider quant à l'alphabétisation, à la vie sexuelle, aux habitudes alimentaires, au confort des maisons, aux passe-temps, à la diffusion des livres. Bien sûr, nous savons que les naissances illégitimes sont deux fois plus fréquentes vers 1790 qu'avant 1760; que l'on joue à décapiter l'oie; que les journaux se multiplient. Mais dans quels milieux ? Pourquoi ? Quelle est la part de la tradition et celle de l'innovation ?

Au demeurant, aucune culture n'échappe aux hantises du temps et, avant l'industrialisation, la masse des Wallons vit dans une pauvreté dont nos contemporains ont perdu le souvenir. Un cinquième, voire un quart de la population est sans travail, donc sans ressource. Journaliers dans les campagnes, ouvriers et artisans dans les villes sont à la merci du moindre accroc de santé qui les enverra rejoindre la troupe innombrable des endettés, des chômeurs, des mendiants.

Parce que le peuple était aux prises avec la misère, n'allons pas croire qu'il était en proie au misérabilisme mis en perspectives idéologiques par notre génération se complaisant dans la sinistrose. Tout ce que l'on sait des fêtes sous l'Ancien Régime, c'est qu'elles étaient plus nombreuses, plus unanimes, plus vibrantes que nos succédanés préfabriqués à l'usage des consommateurs. Au XVIII^e siècle, pas besoin d'être une vedette pour pousser la chansonnette, pour improviser une *paskèye*, pour inventer variations et couplets. N'importe qui danse au

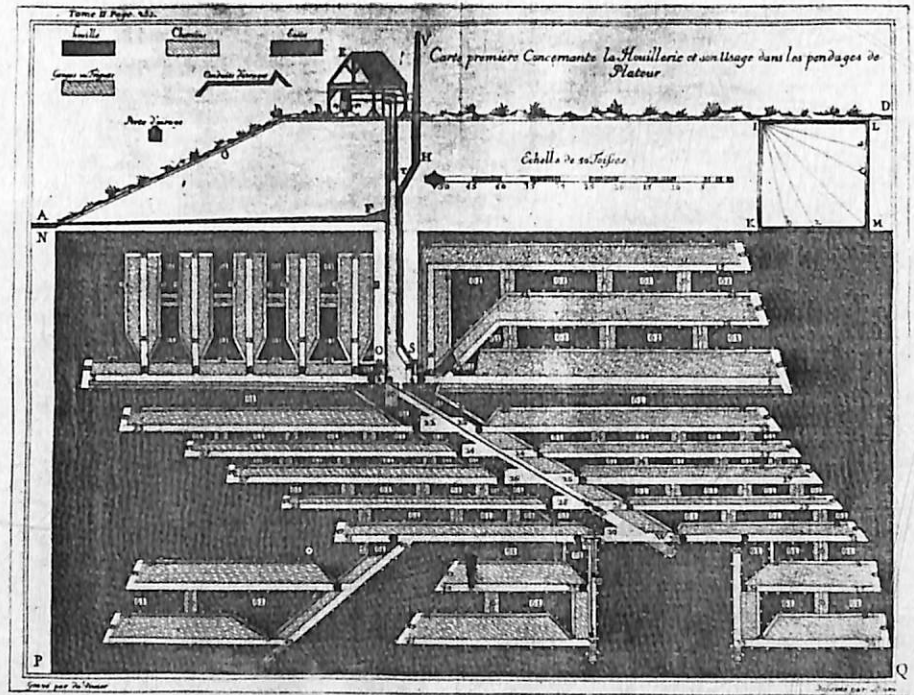


Minéralogie, Travail de l'Alun

La préparation de l'alun, dont l'industrie textile faisait grand usage. (Photo José Mascart, Liège)

son d'un crincrin. Les femmes inventent leurs repas, cousent leurs vêtements, préparent leurs remèdes; les enfants font leurs jouets. Cela ne s'achète pas. Aujourd'hui, il faut se rendre au musée - par exemple celui de la Vie Wallonne - pour admirer les mille et un raffinements incorporés à des objets usuels qui jadis sortaient des mains d'artisans sans diplôme : meubles robustes aux proportions parfaites, taques de foyer, décors peints sur des assiettes, statues rustiques, architectures sans architecte. Cet authentique art populaire ne jaillirait pas sans une évidente allégresse dans la création. De même, un véritable génie inventif sous-tend les prouesses techniques des mécaniciens et ouvriers qui forgent des canons, construisent les "pompes à feu" des houillères, s'essayent à fabriquer du coke, à produire du zinc et de l'acier. Les guerres se font moins sauvages, la peste a disparu, les famines s'espacent durant les trois quarts du siècle qui précède la Révolution. Ce répit permet peut-être un timide allongement de l'espérance de vie à la naissance,

Vue en coupe d'une mine de charbon de la région liégeoise. (Photo José Mascart, Liège)



qui passerait de 30 à 35 ans et, plus certainement, un accroissement presque général de la population. Laissons à part quelques campagnes où la préindustrialisation diversifie les moyens de subsistance. Ailleurs, il s'agit de nourrir plus de bouches (30 à 50 % en plus, au cours d'un demi-siècle) avec des ressources quasi stagnantes car il ne reste guère de terres à emblaver et, faute de crédit, aucun miracle économique n'est à espérer. Bref, la paupérisation est inéluctable. Survivre exige de plus en plus de ténacité dans les privations, de travail, d'ingéniosité, de prévoyance. Ne cherchons pas ailleurs les bases d'une culture populaire quand la faim, le froid, le chômage, la maladie sont le lot du commun.

Prestiges de la noblesse. Faut-il en conclure que le "bon vieux temps" d'avant les usines et les bureaux, que la "douceur de vivre" avant 1789, que les "âges d'or de la bourgeoisie" seraient autant de mythes ? Non, à condition de souligner aussitôt que ce bien-être est l'apanage d'une infime minorité (un vingtième au maximum, un cinquantième plus vraisemblablement) de la population. Au pays de Liège et dans les provinces wallonnes des Pays-Bas, il n'y a ni port ni grande place marchande, de sorte que la classe possédante reste essentiellement composée de nobles ou d'anoblis. L'ascendant culturel de la noblesse tient à cette suprématie et il persistera longtemps après la Révolution, comme l'attestent tant de romans jusqu'à Balzac et à la comtesse de Ségur. Le château est par excellence le décor du bonheur. Combien de fabricants enrichis n'ont pas dépensé les écus patiemment accumulés dans la boutique de leurs parents en reconstruisant une de ces gentilhomnières qui font les "délices" du Brabant, du pays de Liège et de bien

d'autres terroirs giboyeux entre Eupen, Virton et Tournai ? Avant, pendant et après le XVIII^e siècle, "vivre noblement", c'est-à-dire sans travailler, reste l'idéal et l'accomplissement de l'art de vivre.

II. Une lente gestation

Société d'Ordres et société de classes. La noblesse est donc le point de mire de toute une société qui en imite les manières, le langage et les goûts. Il en est de même dans presque tous les pays européens qui restent établis sur la division en Ordres distincts, jaloux de leurs privilèges, proclamant une inégalité fondée en droit. Les institutions qui structurent un tel système et en particulier les assemblées d'Etats qui échelonnent les prises de décision et exercent une part de la souveraineté, sont les lointains ancêtres de nos régimes parlementaires. Le fractionnement des pouvoirs est propice à l'éclosion de la vie communale et à la multiplication des corps constitués : ordres et confréries religieuses, corporations de métiers. A côté de ces aspects juridiques - depuis longtemps mis en évidence par les historiens - il reste à décrypter les cérémonies, les spectacles, les fêtes par lesquelles les gens qui ont vécu l'Ancien Régime ont exprimé leur vision d'une société d'Ordres. A cet égard, les processions, les joyeuses entrées, les pompes funèbres procurent des témoignages exceptionnels puisqu'ils représentent des hiérarchies à la fois idéales et rendues tangibles.

Qui dit inégalité dit aussi échange vertical de services non rétribués : rapports de chef de famille à domestique, de protecteur à client, de maître à disciple; relations teintées

LISTE DES SEIGNEURS ET DAMES,

Venus aux Eaux Minérales de SPA, l'an 1782.

SPA, le 15 Juin 1782.



1 Adame la Comtesse d'HORION, Née
Comtesse de VELBRUCK, Sec. d l'Hôtel
de Soiffons, rue du Vaux-Hall.

2 S. A. Madame la Princesse Regnante DE LIGNE,
S. A. Madame la Princesse CHARLES DE LIGNE,
3 Mademoiselle la Comtesse LOUISE de VALDSTEIN,
au Coq, grand'place.

2 Madame la Générale de LAMBART, Dame Anglaise,
avec Madame de CROSSIE, Dame Irlandaise, à l'Hô-
tel de Waldeck, rue du Moulin.

6 Personnes.

6 Transport.

1 Monsieur ELLIS, ci-devant Gouverneur des Provinces
de la Georgie & de la nouvelle Ecosse en Amé-
rique, au Cheval blanc, grand'place.

1 Madame AUDIBERT, aux Tuileries, sur la chaussée.

3 Madame DUNNE, Dame Irlandaise, avec les deux
Demoiselles ses Filles, à l'Hôtel de Waldeck, rue
du Moulin.

2 Monsieur le Comte de HARTIG, Chambellan actuel
de S. M. I. & R., avec Monsieur de GRUNET,
Capitaine au Service de S. M. I. & R., au Roi
d'Espagne, rue de l'Assemblée.

2 Monsieur WILCOX, Gentilhomme Anglais, avec
Mademoiselle CROSS, Dame Anglaise, à la course
anglaise, sur le chemin de la Sauvenière.

1 Monsieur SINGLETON, Gentilhomme Anglais, au
Roi de France, grand'place.

1 Monsieur OSBORN, Gentilhomme Irlandais, à la Cou-
ronne d'or, rue d'entre les Ponts.

1 Monsieur l'Abbé FREMONT DU RONCEBAY, à la Fon-
taine d'or, rue de l'Assemblée.

2 Monsieur CLERK, Colonel au Service de S. M. B.
avec Madame son Epouse, Dame Anglaise, à la
Cour de Londres, grand'place.

1 Monsieur BURN, Gentilhomme Polonois, à la Cour
de Manheim, rue de l'Assemblée.

1 Monsieur de LANTREMBANG, de Liège, au coq hardi,
rue de l'Assemblée.

22 Personnes.

Liste des visiteurs ayant séjourné à Spa durant l'année 1782. (Photo José Mascart, Liège)

tantôt de déférence, tantôt de mépris, mais toujours prescrites par l'étiquette; savoir-vivre immuable, transmis de génération en génération par des familles dont l'ancienneté, plus que la fortune, fonde le renom. En dépit de la fougue qui inspire les artistes baroques, tableaux religieux et monuments funéraires avec leurs armoiries, leurs personnages agenouillés, leurs habits d'apparat expriment l'ordre d'un univers où chacun tient son rang et reste à sa place.

A cette échelle des valeurs s'oppose celle des sociétés de classes : compétition, individualisme agraire du paysan impatient de se débarrasser des contraintes collectives, concurrence commerciale, travail incessant imposé aux ouvriers comme aux patrons, toute-puissance de l'argent qui devient l'étalon des services et des valeurs, y compris celles des œuvres d'art. A vrai dire, avant la révolution industrielle du XIX^e siècle, les provinces wallonnes n'en sont pas là, mais une lente mutation s'amorce derrière l'imposante façade de la société d'Ordres.

Les ouvriers contemporains de la préindustrialisation. A la base de la pyramide se forme un embryon de classe ouvrière. Elle ne se confond ni avec la masse des mendiants et des vagabonds, ni avec le prolétariat qui se concentrera au siècle suivant dans les bassins industriels. Il s'agit de ces ouvriers-paysans qui se multiplient autour de Verviers, de Liège et de Charleroi.

Ils travaillent toujours dans des ateliers familiaux - en

quoi ils diffèrent des prolétaires enrégimentés dans la grande industrie - mais leur sort est déjà tributaire des fluctuations du marché international des draps, des clous, des armes. Petit à petit, ils sortent de l'ombre; on découvre qu'ils voyagent, changent de métier, adoptent le progrès technique, s'émancipent de l'un ou l'autre tabou sexuel encore respecté par leurs contemporains.

Du noble au notable. Au sommet de la pyramide, la noblesse se vide de son contenu. Les plus vieilles familles s'étiolent. Elles ne sont que chichement remplacées par des nouveaux venus. Où trouveraient-ils à s'établir ? Les Cours de Bruxelles et de Liège sont modestes. Les rares régiments somnolant dans leurs paisibles garnisons des Pays-Bas n'offrent guère de perspectives d'avancement à ceux qui se vouent au métier des armes. S'il y a de riches seigneuries en Condroz et en Hesbaye, comme en Brabant, en Hainaut et dans le Namurois, elles restent cependant modestes comparées aux grands domaines d'Angleterre, aux latifundia des pays méditerranéens ou d'Europe centrale.

A cet égard, la situation de la principauté de Liège est significative. L'Etat noble ne compte plus qu'une douzaine de membres : leurs familles sont depuis longtemps alliées à la noblesse des pays voisins et leurs meilleures terres sont au delà des frontières. La petite noblesse accapare les offices civils, case ses enfants dans les chapitres de chanoines mais les fortunes sont médiocres, très infé-

Vue des environs de Spa. (Photo José Mascart, Liège)



rieures en tout cas à celles des fabricants verviétois. Elle recherche donc les occasions de redorer ses blasons. Les étrangers notent que l'on n'étale ici ni la morgue des vieilles familles allemandes "entichées de leurs diplômes", ni la gloriole des officiers français.

Spa est un des rares endroits où tout le monde se côtoie : chanoines liégeois, femmes galantes, marchands hollandais, escrocs, touristes anglais, magnats de Hongrie, princes-régnants du Saint Empire. Les temps approchent où bourgeois et nobles, autochtones et étrangers vont se fondre en une seule oligarchie, celle de l'argent. Petit à petit aussi, la civilisation des loisirs uniformise les particularismes culturels. Au XVIII^e siècle, Spa n'a rien d'ardennais. Les Anglais y propagent la mode des excursions et des courses de chevaux, fréquentent le Club et le Waux-Hall, s'extasient sur le pittoresque des ruines et des ravins sauvages. Les modistes vendent les colifichets qui font fureur à Paris; les cuisiniers sont français. Les danses, les chansons et les journaux viennent de partout.

Somme toute, le XVIII^e siècle ne se signale par aucun bouleversement du genre de vie. Ni la fermentation que provoque la préindustrialisation, ni les mœurs cosmopolites et plus libres que propage la noblesse n'altèrent un décor culturel foncièrement traditionnel.

Si l'on désigne le XVIII^e comme le siècle des Lumières, c'est parce que l'on a en vue les Cours des souverains éclairés plus que les campagnes et les bourgades wallonnes, parce que l'on a plus égard à la minorité agissante qu'à la majorité silencieuse, aux lectures de l'intelligentsia qu'aux travaux et aux jours du commun des mortels.

III. Le Trône avant l'Autel

Emprise de l'Eglise. L'impression d'assoupissement prévaut jusqu'à la veille de la Révolution d'autant plus que la torpeur wallonne contraste avec l'audace novatrice, la liberté d'esprit, la soif de progrès et la volonté d'instruction qui marquent en profondeur les pays protestants : Hollande, Suisse, Prusse, Angleterre, Ecosse, Suède.

En droit comme en fait, l'Eglise catholique conserve une position dominante : elle est l'Ordre privilégié par excellence, un Etat dans l'Etat. Elle régit les consciences et les mœurs. Elle procure à tous, de l'empereur à la dernière fille de basse-cour, du baptême aux funérailles, le cadre mental à la fois contraignant et cohérent, idéologique et affectif, dans lequel s'inscrit une vision globale du monde. En matière culturelle, le monopole de l'enseignement - depuis les classes dominicales jusqu'aux chaires de l'université de Louvain - ou le maintien du latin comme langue savante, importent moins que la source d'inspiration. Celle-ci alimente l'activité des artistes : vastes églises réédifiées par un Dewez ou un Digneffe, chapelles installées dans des châteaux, rustiques statuettes de saint Roch sculptées pour des confréries, messes et psaumes de Jean-Noël Hamal. L'église conditionne enfin les moindres attitudes quotidiennes : austérité du vêtement, jeûnes et abstinences, fêtes chômées et pratiques de piété.

Pas question d'oublier ici les attaques dont l'Eglise est la cible : la hargne des jansénistes, les reproches à l'encontre des jésuites, le progrès d'un déisme diffus, les sarcasmes anticléricaux et autres signes avant-coureurs d'une

incrédulité radicale. A notre avis toutefois, aucune de ces audaces, aucune de ces contestations n'entame les cultures populaires traditionnelles². Ce qui mine l'Eglise catholique est à la fois moins visible, plus insidieux et plus lourd de conséquences à long terme. Deux siècles après le Concile de Trente, la volonté réformatrice est assoupie : nulle action d'envergure ne vient mobiliser les énergies, partout un juridisme sec, une apologétique plus bavarde qu'incisive, une rituelle dénonciation des périls du Monde et une plate adulation de ses Princes.

Initiatives contestatrices. Englués dès l'enfance dans cette ambiance faite d'autosatisfaction et de réflexes peureux, les partisans du progrès n'en ont eu que plus de mérite. Rien de surprenant si l'émancipation s'identifie, pour eux, au rejet des valeurs chrétiennes. Mais à supposer qu'il y eût en pays wallon des émules du curé Meslier, ils n'ont pas laissé de traces et, en tout état de cause, ils sont restés si rares et si isolés dans leurs rêves qu'ils n'ont nulle part, d'après nous, mordu sur les masses populaires ni ouvertement défié le colosse aux pieds d'argile qu'est alors l'Eglise romaine².

Le succès des loges maçonniques révèle la nature des aspirations des milieux éclairés : goût de l'ésotérisme, besoin d'une sociabilité adaptée à un public tolérant mais encore imprégné de religion. Rien de tout cela n'évite les foudres de Rome, ce qui n'empêche pas les loges de se multiplier. La plupart se recrutent dans les classes fortunées sinon dirigeantes. Toutefois, aucune n'eut le temps, croyons-nous, d'investir les avenues du pouvoir et a fortiori d'altérer les traits culturels de la bourgeoisie citadine.

L'école devient un service public. Faisons abstraction de l'ampleur du dessein politique chez Joseph II, de sa raideur et de son impatience à brûler les étapes, et nous retrouvons chez l'affable Velbruck une semblable fascination à l'égard des philosophes, une même ferveur à régénérer le peuple par le travail, une même foi dans les vertus de l'instruction généralisée et rénovée. Bien sûr, ici comme aux Pays-Bas, le caractère confessionnel reste primordial. Au collège de Dinant, le premier des devoirs du préfet est de "veiller à ce que les écoliers soient instruits des vérités et des maximes de la religion" (règlement de 1779). A Liège, dans les Ecoles de Charité improvisées dans les couvents des quartiers pauvres, les enfants se rendent chaque jour à la messe en rang par deux et "comme la plus essentielle des sciences est celle du Salut", ils apprennent à lire dans le catéchisme. Ceci dit, l'initiative vient non des pasteurs des âmes mais du prince, soucieux "de tout ce qui peut contribuer au bonheur de ses Peuples", et, comme le souligne l'éloge funèbre de Velbruck (25 février 1785), "c'est dans ces écoles que les enfants de la classe inférieure du peuple venoient perdre la rouille de l'ignorance et de la grossièreté (...) que leur Religion s'éclaircit, que leurs mœurs s'adoucissoient par degrés et qu'ils puisoient les connaissances



Portrait du prince-évêque F.-C. de Velbruck tenant à la main le Plan de l'Hôpital général. (Photo José Mascart, Liège)

propres à leur procurer un jour des ressources contre la misère"³.

Prévoyance sociale, éducation morale, connaissances utiles à une économie prospère, religion épurée vont de pair. Petit à petit s'accrédite la conviction qu'un service public de cette envergure ne peut être assumé que par l'Etat. En dépit des frontières, de la diversité des usages et des lois, des contrastes entre la personnalité des princes, l'Europe des Lumières propose un modèle général de changement culturel.

IV. Les limites d'une politique

Les lieux communs de l'*Aufklärung* sont bien connus. Il reste à en scruter les nuances locales, les variantes dont l'enrichissent chaque règne, chaque mode, chaque crise de conscience. Ici, dans le cadre des provinces wallonnes, contentons-nous de nous demander pourquoi l'action de Joseph II comme celle de Velbruck fut éphémère. L'empereur dans la force de l'âge qui gouverne en maître absolu une bigarrure d'Etats parmi les plus riches et les

² On verra plus loin l'expression d'un avis différent.

³ A propos d'un autre type d'instruction, moins officielle, voir l'article ci-après, p. 262, Des Lumières pour le peuple?

plus puissants d'Europe, tout comme le vieil évêque débonnaire aux prises avec l'inertie des privilégiés de sa modeste principauté, seraient-ils l'un et l'autre voués à l'échec en raison d'un désaccord profond entre le despotisme éclairé et le pays réel, voire entre les Lumières et les cultures traditionnelles ?

Des princes sans alliés. "Tout pour le peuple, rien par le peuple". Programme séducteur, appliqué avec succès par des tyrans grecs et des dictateurs d'aujourd'hui, mais qui, au XVIII^e siècle, eut l'inconvénient d'isoler le prince.

Essayons de faire le compte des milieux ralliés à la politique culturelle de nos despotes éclairés. Les Cours de Bruxelles et de Liège ? Outre la famille et les familiers, il s'agit à peine de quelques dizaines de hauts dignitaires. Les savants ? Marie-Thérèse les a regroupés dans une Académie; mais, pour un esprit original comme l'abbé Mann, combien d'érudits timorés et besogneux ! Les artistes ? Les uns sont courtisans et versatiles - le musicien Grétry - les autres ouvertement intéressés - l'architecte Renoz - et, au rebours des poètes romantiques du siècle suivant, aucun ne semble jouir d'un grand prestige sur ses contemporains. Au pays de Liège, les loges, la Société d'Emulation, la Société littéraire rassemblent tout au plus deux cents notables, Liégeois et étrangers, nobles, prêtres et bourgeois. Les artisans n'y sont acceptés qu'avec réticence. Plus significatif que la ségrégation sociale, le fait que ces associations d'un type nouveau soient en perte de vitesse après le règne de Velbruck. Le rôle de l'Emulation durant la révolution liégeoise a été exagéré. Quoi qu'il en soit, les patriotes de 1789 à Liège, comme les Vonckistes aux Pays-Bas et comme les assidus des clubs au moment de la conquête française, ne forment qu'une minorité numériquement négligeable. Son ascendant tient à son mordant, à son instruction et à la fortune de certains; il s'agit d'hommes de loi et de quelques marchands. Le credo politique des jacobins ne doit rien aux réformes esquissées par des despotes.

Ceux-ci n'étaient pas naïfs au point de croire que les Lumières se propageraient d'elles-mêmes. Ils ont donc fondé leurs écoles. Improvisés, tenus en suspicion en raison de leur nouveauté même, les collèges thérésiens, les séminaires généraux de Joseph II, les écoles techniques de Velbruck n'ont pas eu le temps de contrebalancer la culture littéraire diffusée par les collèges des jésuites qui, par ailleurs, avaient bénéficié de recettes pédagogiques éprouvées et, par la gratuité avaient recruté leurs élèves en dehors de l'aristocratie.

Pas d'argent, pas de Suisse. Autre point faible de la politique culturelle inaugurée au XVIII^e siècle : l'absence de ressources financières. L'idéalisme des novateurs les entraîne à négliger les coûts inhérents à n'importe quel changement. Fonder une école, ouvrir une bibliothèque, construire un théâtre, pensionner un musicien ou prendre un journaliste à gages, c'est consentir un investissement à

long terme. Seuls en ont les moyens les grands souverains ou les patriciens des villes où le capital marchand s'est depuis longtemps accumulé : Amsterdam, Londres, Venise... Sans doute certaines régions wallonnes - le Pays de Herve, le Hainaut - et certains secteurs d'activité - la draperie, les transports - retrouvent-ils au XVIII^e siècle les secrets de la prospérité. Toutefois, il est manifeste que cette richesse demeure inégalement partagée et il est probable que le surcroît de production est annulé par la multiplication des bouches à nourrir. Telle est la dure loi d'une économie sans banques ni grandes usines, c'est-à-dire sans crédit ni production flexible : on ne peut disposer de ressources abondantes qu'en les prenant à autrui. Ajoutons à cela la résistance des contribuables dans des pays où l'impôt doit être voté avant d'être perçu, et l'on comprendra que les souverains réformateurs aient jeté leur dévolu sur les biens de l'Eglise.

La suppression des jésuites (1773) et la confiscation de leur patrimoine avaient procuré l'occasion de rénover quelque peu l'enseignement et surtout de faire progresser la notion de service public. On ne devait plus s'arrêter en si bon chemin : Velbruck guignait les biens des Croisiers et du prieuré de Saint-Léonard afin de mieux doter son Hôpital général tandis que Joseph II obligea toutes les confréries pieuses ou charitables à fusionner en une seule association "sous la dénomination de *l'Amour actif du prochain*" (édit du 8 avril 1786). Expédients qui ne devraient plus donner le change aux historiens : souvent mal géré et grevé de dettes, le patrimoine ecclésiastique n'était en mesure ni d'entretenir un réseau scolaire capable de combattre l'ignorance du plus grand nombre, ni de soulager l'indigence d'un quart de la population. Quelques années plus tard, les révolutionnaires français nourriront les mêmes illusions et c'est par réaction que l'on découvrira enfin que l'Ecole et l'Hôpital ont les meilleures chances d'être efficaces lorsqu'ils sont gérés par les gens les plus proches des intéressés, c'est-à-dire par les élus de chaque commune.

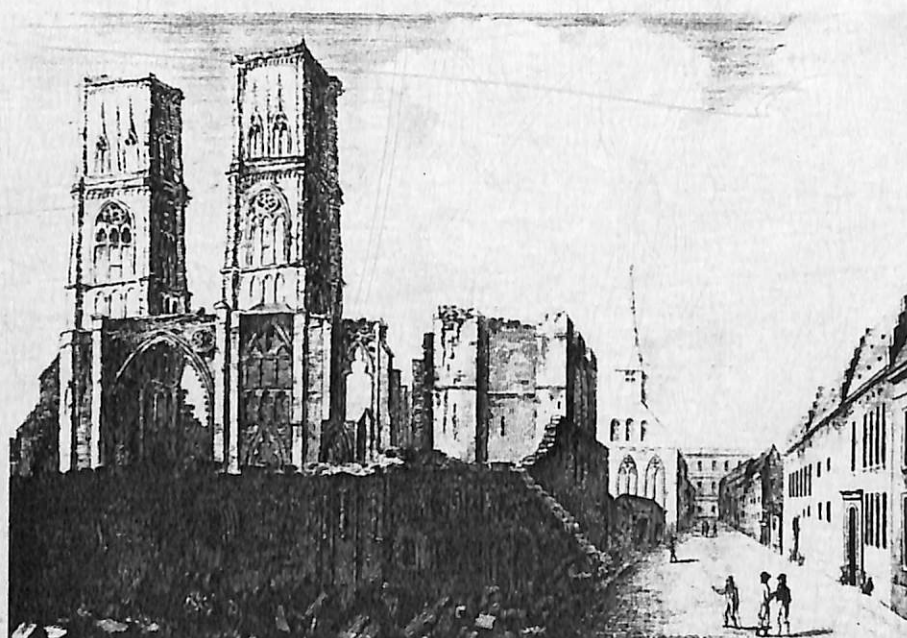
Méconnaissance de la psychologie. Ici se nouent les liens qui unissent le culturel, le social, le politique. A quel niveau sont prises les décisions les plus adéquates ?

Imbus d'une philosophie qu'ils croyaient universelle, nos despotes éclairés en ont perdu de vue les trois caractéristiques culturelles les plus vivaces de notre pays. D'abord, le village, la paroisse, la commune y offrent un cadre familier et tangible, propice au partage des responsabilités publiques et à l'aménagement de la vie en commun. Au niveau régional ensuite, Liège n'est pas la seule principauté à s'enorgueillir de ses libertés : Hennuyers, Namurois, Luxembourgeois sont, eux aussi, farouchement attachés à leur particularisme. Au niveau le plus élevé enfin, les successeurs de Charles Quint ont tous été perçus comme des étrangers : à Bruxelles, le détenteur du pouvoir devient vite odieux ou ridicule. A Liège, il est à peine toléré et encore, dans la mesure où il est impuissant.

Velbruck en fit l'amer constat en voyant ses méritoires mais trop hâtifs projets s'enliser les uns après les autres. Pour Joseph II, l'échec fut plus cuisant encore. Comme document sur la psychologie du chef, la note autographe qu'il rédigea en 1784 sur la "Manière de traiter les affaires publiques" est édifiante : des protestations d'un attachement quasi obsessionnel au service de l'Etat voisinent pêle-mêle avec des exhortations d'une affligeante naïveté. Même confusion des valeurs dans l'Edit de Tolérance (12 novembre 1781) qui annonce "que ces résolutions de Sa Majesté tendent directement au bien public en général, à l'avantage du commerce en particulier et surtout à étendre les limites de la charité chrétienne". En somme, nos despotes éclairés ont été submergés par le

bouillonnement culturel que propagent les écrits des philosophes. Ils ont adopté d'emblée et en vrac les idées générales qui étaient à la mode à Paris et à Vienne, sans trop se demander si elles seraient bénéfiques ou tout simplement compréhensibles à Tournai, à Namur ou à Liège. Sûrs d'avoir raison, impatients de jouer leur rôle de monarques bienfaisants et d'instaurer la félicité publique, nos souverains, tout éclairés qu'ils fussent, n'ont plus eu le temps de traiter leurs sujets comme des adultes, encore moins comme des hommes libres.

Etienne HÉLIN
Université de Liège



Vue des ruines de la cathédrale Saint-Lambert de Liège, après la destruction de l'édifice par les révolutionnaires. (Photo José Mascart, Liège)

Bibliographie

En matière d'anthropologie, on s'en tient à des classiques tels que Br. MALINOWSKI, *The dynamics of culture change*, 1945 et R. LINTON, *The cultural background of personality*, 1945. - Le "josphisme" a fait l'objet d'une foule d'études en Autriche, en Bohême et en Lombardie. En Belgique, il est vu sous l'éclairage de l'opposition. En attendant la parution de la thèse de M^{lle} J. POLASKY à ce sujet, on lira son article : La révolution brabançonne, dans *Clio*, 1979, pp. 54-60. - H. HASQUIN, Une lente sécularisation de l'Etat et de la société, dans *Histoire de la laïcité principalement en Belgique et en France*, 1979, pp. 39-53. - J. MARX, L'activité scientifique de l'Académie impériale et royale, dans *Etudes sur le XVIII^e siècle*, IV, 1977, pp. 49-61. - A. UYTTEBROUCK, L'enseignement secondaire à Bruxelles..., *ibid.*, pp. 63-65. - On se référera aux chapitres de *La Wallonie. Le pays et les hommes, Histoire-économies-*

sociétés, t. I, 1975 et *Lettres-arts-culture*, t. II, 1978. - Le catalogue de l'exposition *Le siècle des Lumières dans la principauté de Liège*, 1980, procure une riche documentation. - Lire en outre : R. COMOTH, Aspects de la philosophie des Lumières [...], dans *La Vie Wallonne*, LIV, 1980, pp. 120-133; C. GAIER, L'apport scientifique et technique de Liège dans le passé, dans *Apports de Liège au progrès des sciences et techniques*, 1981, pp. 13-57 et 411-430; A. VERSCHUEREN, *Fêtes et solennités liégeoises durant l'Ancien Régime*, mémoire de licence, Université de Liège, 1979; B. ADDISON, A provincial academy in Liège and the secularization of authorship, communication présentée à l'*American historical association*, 1980. La synthèse de Peter BURKE, *Popular culture in early modern Europe*, ill., 366 p. in -8°, Londres, 1979, aussi brillante que solidement documentée, dispense de multiplier les références à une foule d'enquêtes locales.